

Décembre 2016

Huile de palme : vers une responsabilité citoyenne ?

L'huile de palme défraye régulièrement la chronique pour ses impacts néfastes sur l'environnement, la santé, ou ses conditions de production. De nombreuses entreprises jouent donc la carte de la communication et font la promotion de labels « durables ». Qu'en est-il réellement ? À défaut d'un regain éthique sincère des multinationales, cela constitue peut-être une opportunité pour lutter contre les conséquences de notre consommation.

L'huile de palme, c'est avant tout le constat d'une prépondérance. Alors qu'à l'origine, elle était utilisée uniquement en Afrique de l'Ouest comme huile de cuisson, le liquide millénaire est désormais l'huile la plus consommée au monde. Celle-ci est utilisée pour 9% dans le chauffage et l'électricité, pour 46% dans les biocarburants (alors que le diesel fossile est trois fois moins polluant), ainsi qu'à 45% dans l'alimentation et l'oléochimie¹. Examinons de plus près ces deux derniers aspects, en étudiant l'impact des produits consommés au quotidien par les citoyens belges.

Grâce à ses faibles coûts de production et ses avantages comparatifs, l'huile de palme s'est progressivement imposée au sein de l'industrie agro-alimentaire comme substitut aux matières grasses animales. On peut retrouver cette huile dans près de 50% des biens de consommation courante (beurre, pâtes à tartiner, soupes, crèmes glacées, etc.) mais également dans des produits cosmétiques (shampoings, dentifrices, etc.) ou encore des détergents². La production mondiale d'huile de palme a plus que doublé de 2000 à 2013 ; et la croissance de la demande semble s'accélérer jusqu'à 2020 au moins³. Il nous semble dès lors primordial de porter un regard, dès aujourd'hui, au-delà de notre caddie.

Une préoccupation nécessaire ?

¹ Transport & Environment (2016). Drivers are the top consumers of palm oil in Europe - 2015 figures.

² WWF (2011). Huile de palme: de la déforestation à la nécessaire durabilité.

³ Food and Agriculture Organization of the United Nations (2016) FAOSTAT.

Les grandes marques des biens de consommation ne s'occupent pas directement de la production du produit brut, mais préfèrent souvent reléguer délibérément les premières étapes de la chaîne d'approvisionnement à des entreprises locales, situées en Amérique latine, en Afrique ou en Asie du Sud-Est. Pour *Justice et Paix*, il est essentiel que ces entreprises transnationales, présentes sur le marché européen, restent responsables de l'ensemble des processus de fabrication, ainsi que de leurs conséquences.

Les effets de la production d'huile de palme sont nombreux, et certains ont d'ores et déjà été bien identifiés,

- **sur l'environnement** : La production d'huile de palme repose sur le principe de la monoculture et nécessite donc, par son ampleur, des déforestations préalables massives. Outre la libération de quantités importantes de CO² (retenues jusque-là dans des tourbières) ainsi que la pollution des eaux et des sols, cela menace directement de nombreuses espèces animales et végétales, certaines déjà en voie d'extinction⁴.
- **sur les populations** : Pour s'approprier les espaces de cultures suffisants, les exploitants d'huile de palme n'hésitent pas à procéder à de vastes expropriations sur des terres initialement consacrées aux cultures locales, menaçant dès lors la souveraineté alimentaire des

⁴ Si l'Orang-Outang est le symbole de cette extermination, de nombreuses autres espèces sont également menacées : The Guardian (2016). Australia's delays on palm oil labelling 'hastening deforestation and orangutan deaths'.

populations⁵. Si celles-ci espèrent alors obtenir un emploi dans ces exploitations, ce ne sera qu'au prix de concessions difficilement soutenables sur les conditions de travail : horaire à rallonge, absence d'équipement de protection, omniprésence de produits toxiques (prohibés en Europe), exploitation d'enfants, etc. Et si cela ne semble pas convenir aux « *heureux* » bénéficiaires, ceux-ci obtiendront en prime des pressions morales et des quotas de production inatteignables... sans aucune garantie de leur faible denier quotidien.

De fébriles alternatives

À défaut de remettre en question la croissance de la demande mondiale, pourrions-nous au moins questionner la place donnée à l'huile de palme au sein de notre assiette ? Après un rapide examen, celle-ci semble toutefois plus « propre » que ses concurrentes. Les substituts (graisse animale, huile de soja, etc.) ont en effet un rendement plus faible et une empreinte écologique plus forte⁶. Face à ce constat fatal, certaines initiatives sont donc nées pour tenter d'améliorer la méthode d'exploitation de l'huile palmiste.

Réagissant à la contestation populaire grandissante, une *table-ronde sur l'huile de palme durable* (RSPO) s'est créée en 2004. Relayée en Belgique par la *Charte de l'Alliance belge pour une huile de palme durable*⁷, celle-ci a pour ambition de créer un standard de production respectueux, à la fois à l'égard de l'environnement et des droits humains. Si ces objectifs sont clairs, les indicateurs et échéances, eux, le sont moins.

⁵ Le Monde (2015). En quoi la consommation d'huile de palme influe sur notre santé et notre environnement ?

⁶ The Guardian (2014). From rainforest to your cupboard: the real story of palm oil – interactive.

⁷ BASP (2014). Charte : Alliance Belge pour une Huile de Palme Durable.

Aujourd'hui, force est de constater que la structure RSPO n'atteint pas ses objectifs. Malgré la présence d'ONG telles que *WWF* ou *Oxfam* en son sein, elle demeure une organisation opaque, inféodée aux banques et entreprises qui la composent. Des labels « *durables* » sont ainsi distribués, alors que de nombreuses failles et contrevenants ont été identifiés⁸. Sans sanction et/ou engagements réels à cet égard, ce système de certification ne demeure qu'un accessoire de communication au service des marques, un outil de *greenwashing*.

Pour mettre fin à cet écueil, il est nécessaire de consolider, voire même recréer, ce système de contrôle de la production. Seul un organisme officiel, internationalement crédible et connu du grand public, sera légitime pour encadrer les multinationales et mettre fin aux exactions liées à l'exploitation de l'huile de palme. Bien entendu, le rôle du citoyen sera déterminant sur l'attention que porteront les multinationales à l'encadrement de la production d'huile de palme.

Du pouvoir de la condamnation...

La plus grande force d'une société transnationale est également sa plus grande faiblesse : ses consommateurs. En effet, aux yeux d'une compagnie, les clients constituent des cibles à atteindre, mais également à fidéliser. Quant à nous, consommateurs et citoyens ; nous sommes de plus en plus attentifs à l'égard des biens que nous consommons, désireux d'avoir accès à des produits de qualité, sans avoir de sang (ou de tourbe) sur les mains.

Les entreprises l'ont bien compris, et se sont progressivement engagées au cours de la décennie précédente dans une nouvelle dynamique, appelée *Responsabilité Sociétale des Entreprises* (RSE). Cette démarche se veut éthique et témoigne d'une volonté de la part des grandes marques de se préoccuper de

⁸ Amnesty International (2016). Indonésie : le scandale de l'huile de palme : de grandes marques tirent profit de l'exploitation des ouvriers.

l'environnement (social et écologique) dans lequel elles évoluent. Si certains doutent de la sincérité de ces engagements, cela démontre au moins l'intérêt que portent ces entreprises à l'égard de leur image.

La société civile possède donc un outil pour faire la différence. Récemment, des campagnes d'information et de sensibilisation sont parvenues à susciter l'intérêt des médias et du grand public sur les conditions d'exploitation de l'huile de palme (déforestation, conditions de travail, etc.). Ouvertement condamnées, certaines entreprises concernées ont été contraintes à se justifier sur leurs agissements et à réformer leurs politiques de production⁹.

...au pouvoir de la consommation

Face à la complexité des systèmes de production modernes et aux désastres sociaux et environnementaux qu'ils engendrent, nous ne pouvons pas nous complaire dans la fatalité. Le cas de l'huile de palme – bien que loin d'être clôturé – poursuit une lente évolution dont nous pouvons tirer certains enseignements. Tout mouvement organisé dispose d'un véritable levier pour avancer dans la direction qu'il se donne : l'information et la diffusion doivent s'articuler et constituer un véritable projecteur sur les nuisances liées à notre consommation. Seul le blâme public des grandes entreprises contrevenantes pourra contraindre celles-ci à s'engager réellement et accepter un contrôle officiel et efficace sur l'entièreté de leur chaîne d'approvisionnement.

Il est désormais capital de dépasser le stade de la simple déclaration d'intention, du positionnement candide et désœuvré. Peut-être ironiquement, c'est la consommation quotidienne de chacun et chacune qui deviendra l'instrument majeur pour créer un rapport de force nouveau, un élan citoyen revigoré.

Afin de poursuivre un idéal de viabilité humaine, écologique et économique à long terme, il faudra être réellement responsable. Toutes et tous, producteurs autant qu'acheteurs, nous avons peut-être aujourd'hui le devoir d'utiliser le levier de l'information et de nous impliquer dans une dynamique raisonnée, dans une Responsabilité Sociétale des Citoyens.

Auteur :
Timur Uluç

⁹ The Guardian (2014). *Op.cit.*



ANALYSE

Publié avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles



Ed resp : Axelle Fischer, Commission Justice et Paix
31/6, Rue Maurice Liétart - 1150 Bruxelles – Belgique
Tél : +32 (0)2 738 08 01 – IBAN : - BE30 0682 3529 1311
www.justicepaix.be - info@justicepaix.be